

DECISION DU MAIRE
Prise en application de l'Article L.2122-22
du Code général des collectivités territoriales
n° DESG-2024-04

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-22 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 19 décembre 2016 n° 02/12.2016 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant la situation de l'association Chambéry Savoie Football qui se trouve dépourvu actuellement de lieu d'entraînement ;

Considérant sa demande auprès de la Commune de La Ravoire de bien vouloir l'accueillir temporairement pour ses entraînements une fois par semaine jusqu'à la fin de la saison sportive ;

Considérant qu'à ce titre, l'aide aux associations même extérieures à La Ravoire est pour la Commune un axe prioritaire synonyme de dynamisme, de lien social et d'entraide ;

DECIDE

Article 1 : Est approuvée la convention de mise à disposition temporaire du terrain de rugby Jo Campagna, équipement sportif propriété de la Commune, du 4 mars au 30 juin 2024 au bénéfice de l'association Chambéry Savoie Football.

Article 2 : Cette mise à disposition de l'équipement qui comprend l'utilisation du terrain et d'un vestiaire sera facturée à l'association Chambéry Savoie Football au tarif de 50,00 € la séance.

Article 3 : Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil municipal.

Fait à La Ravoire, le 14 février 2024.

Le Maire,
Alexandre GENNARO



La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135, 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.